



Conseil de sécurité

Distr. générale
31 mai 2023

Original : français

Lettre datée du 26 mai 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Au paragraphe 58 b) de sa résolution [2659 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité m'a prié de lui communiquer une évaluation de l'appui logistique apporté par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) aux forces de défense et de sécurité de la République centrafricaine conformément au paragraphe 36 de la résolution, notamment en fournissant les données financières appropriées. La présente lettre fait le point sur les principaux faits survenus depuis ma lettre datée du 1^{er} juin 2022 ([S/2022/449](#)).

Contexte

Le Gouvernement centrafricain a continué de s'efforcer de faire progresser le processus de paix malgré des tensions politiques persistantes, une situation socioéconomique fragile et des conditions de sécurité qui sont demeurées instables. En l'absence d'un cessez-le-feu effectif, les forces de défense et de sécurité intérieure, avec l'aide d'autres personnels de sécurité, ont poursuivi les opérations militaires offensives en vue de reprendre aux groupes armés le contrôle territorial de certaines parties du pays. Faute d'un appui global, notamment logistique, les forces de défense et de sécurité intérieure ont eu du mal à consolider leurs acquis en matière de sécurité. Avec la saison sèche, qui a duré de novembre 2022 à avril 2023, les groupes armés ont changé de tactique, attaquant des forces de défense en infériorité numérique dans des zones isolées, ce qui leur a parfois permis de reprendre le contrôle de zones où l'État ne pouvait pas consolider sa présence, dont certaines localités des préfectures du Haut-Mbomou, de Lim-Pendé, du Mbomou, de l'Ouham-Pendé et de la Vakaga. Plusieurs cas d'enlèvement par des groupes armés, notamment dans la préfecture de la Vakaga et dans la région ouest ont également été enregistrés. On a signalé un nombre accru d'incidents liés à des engins explosifs, y compris, pour la première fois, l'utilisation d'engins explosifs improvisés, principalement dans le nord-ouest du pays. L'utilisation présumée de drones aériens pour attaquer la position d'autres personnels de sécurité a également été signalée. Les auteurs de ces actes n'ont pas été identifiés à ce jour. En outre, les forces de défense et de sécurité intérieure ont dû faire face à de nouveaux problèmes transfrontières, comme l'intrusion de combattants armés sur le territoire, aux frontières occidentale et orientale du pays.

La MINUSCA a continué de signaler un nombre important de violations et abus des droits humains, qui seraient le fait de groupes armés mais aussi de membres des forces de défense et de sécurité intérieure et d'autres personnels de sécurité. Ces derniers ont recruté comme supplétifs des combattants dissidents des groupes armés de l'Unité pour la paix en Centrafrique et des éléments anti-balaka pour combattre



des groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement. Ces supplétifs auraient recouru à la violence contre la population, en particulier la communauté peule, qu'ils accusaient de collusion avec les groupes armés.

Les relations entre la MINUSCA et le Gouvernement se sont encore améliorées, notamment en ce qui concerne la coopération sur des priorités communes telles que la protection des civils et le rétablissement de l'autorité de l'État. La Mission a accru son engagement politique tout en faisant le nécessaire, en coordination avec les forces de défense et de sécurité intérieure, pour rendre sa présence de sécurité plus robuste, flexible et proactive, notamment dans le cadre d'opérations dans des localités des préfectures de la Basse-Kotto, de la Haute-Kotto, du Mbomou, de la Ouaka, de l'Ouham et de la Vakaga qui ont obligé les groupes armés à se retirer de la plupart de leurs bastions. Ces actions ont amélioré l'acheminement de l'aide humanitaire et la protection des civils, permis le retour de personnes déplacées et favorisé le rétablissement de services publics.

La MINUSCA a également renforcé le dialogue avec le Gouvernement au sujet de l'accord sur le statut des forces, lequel doit être pleinement respecté pour que la Mission puisse exécuter son mandat, y compris apporter son appui aux forces de défense et de sécurité intérieure. Grâce à ce dialogue, le Gouvernement a levé l'interdiction des vols de nuit de la MINUSCA en décembre 2022 et celle de l'utilisation de drones aériens le 21 février 2023. La Mission peut désormais déployer de tels engins, à condition de le faire en coordination avec les autorités gouvernementales. Elle continue cependant de connaître des difficultés, les forces de défense faisant, à intervalles irréguliers, obstruction à ses mouvements.

La MINUSCA a continué de renforcer la coopération et la coordination avec les autorités centrafricaines afin de maximiser l'impact de son appui aux opérations des forces de défense et de sécurité intérieure. Une partie de cet appui a temporairement subi les effets de la crise mondiale des carburants, mais dans l'ensemble, l'aide apportée est restée importante.

Appui logistique apporté par la MINUSCA aux forces de défense et de sécurité intérieure centrafricaines de mai 2022 à avril 2023 dans le cadre de l'extension de l'autorité de l'État

L'appui logistique apporté par la MINUSCA, sur la demande du Gouvernement, en vue de l'extension de l'autorité de l'État a porté sur le transport aérien, les évacuations sanitaires primaires et secondaires, et les infrastructures et l'équipement de base.

Transport aérien

La MINUSCA a assuré le transport aérien des forces de défense et de sécurité intérieure par des vols réguliers. De mai 2022 à avril 2023, elle a transporté en tout 127 membres des forces de défense, à des fins de relève, entre les villes de Bangui, de Birao et d'Obo, auxquelles l'accès par voie de terre restait très limité. Elle a également transporté par voie aérienne 86 membres des forces de sécurité intérieure, ainsi que 33 détenus arrêtés par ces forces dans diverses régions, qu'elle a conduits à Bangui. Toutes les dépenses engagées à ce titre ont été financées au moyen du budget des opérations aériennes de la MINUSCA.

Tableau 1
Vols spéciaux à l'appui du transport des forces de défense

<i>Exercice budgétaire (période allant de juillet à juin)</i>	<i>Nombre de demandes^a</i>	<i>Nombre de militaires</i>	<i>Coût total (dollars É.-U.)</i>
2019/20	3	105	
2020/21	2	103	77 351,46
2021/22	2	486	
2022/23	—	—	
Total	7	694	794 658,86

^a Le nombre de demandes a été mis à jour depuis la lettre de l'année dernière.

Évacuations sanitaires secondaires, évacuations sanitaires primaires et transport de dépouilles

Entre mai 2022 et avril 2023, la MINUSCA a procédé, pour les forces de défense, à une évacuation sanitaire secondaire et à une évacuation sanitaire primaire par vol spécial, ainsi qu'à deux évacuations sanitaires secondaires et à deux évacuations sanitaires primaires par vols réguliers. Les dépenses engagées ont été financées au moyen du budget des opérations aériennes de la MINUSCA.

Tableau 2
Vols spéciaux à l'appui des évacuations sanitaires secondaires, des évacuations sanitaires primaires et du transport de dépouilles

<i>Exercice budgétaire (période allant de juillet à juin)</i>	<i>Nombre de demandes</i>	<i>Nombre de patients évacués (EVASAN secondaire^a ou primaire^b)</i>	<i>Évacuation de dépouilles</i>	<i>Coût total (dollars É.-U.)</i>
2019/20	—	—	—	—
2020/21	6	8	1	118 969,50
2021/22	5	9	2	78 104,17
2022/23	2	2	—	35 038,92
Total	13	19	3	232 112,59

^a Selon la Politique sur l'évacuation sanitaire primaire sur le terrain du Département de l'appui opérationnel politique, l'évacuation sanitaire secondaire (EVASAN secondaire) est la procédure d'évacuation par laquelle des patients sont transportés d'un établissement médical vers un autre. Lorsqu'un blessé a été admis dans un établissement médical, tout déplacement ultérieur à des fins médicales est considéré comme une évacuation sanitaire secondaire.

^b Selon la Politique sur l'évacuation sanitaire primaire sur le terrain du Département de l'appui opérationnel politique, l'évacuation sanitaire primaire (EVASAN primaire) est la procédure par laquelle un patient est évacué du lieu de la blessure ou de la maladie vers le centre médical approprié le plus proche, par le moyen de transport le plus efficace. Cette prise en charge médicale destinée à faciliter le rétablissement commence sur le lieu de la blessure ou de la maladie, se poursuit par l'évacuation et s'achève dans le bloc opératoire puis dans le service de soins intensifs, si nécessaire.

Équipement et infrastructures de base

De mai 2022 à avril 2023, la Mission a continué d'apporter son appui à l'amélioration des conditions de travail des forces de défense et de sécurité intérieure, notamment au-delà de Bangui. Dans l'ensemble, à la demande des autorités centrafricaines, elle a remis en état et entretenu 704 kilomètres de routes et 49 ponts, installé sept ponts métalliques, entretenu des bandes d'atterrissage sur 14 sites et construit une aire de trafic et une voie de circulation à l'aéroport international de Bangui-M'Poko. Ces mesures ont accru sa mobilité et celle des forces de défense et de sécurité intérieure sur les axes stratégiques du pays.

La MINUSCA a également construit et remis en état des infrastructures et fourni du matériel de bureau pour les forces de défense et de sécurité intérieure, notamment pour cinq postes de police et de gendarmerie situés au-delà de Bangui. À Bangui, elle a construit un centre d'opérations pour y héberger le système d'information et de communication de la gendarmerie. Elle a par ailleurs remis en état la maternité du personnel féminin en tenue du camp de gendarmerie de Bangui, qui sert de centre médical pour la population locale.

La Mission a transféré aux forces de défense nationales la partie du camp de M'Poko utilisée jusque-là par sa propre force. Elle a construit une salle de communication pour le centre de commandement des forces de défense à Bangui et a également lancé des travaux de construction pour que le premier tribunal militaire permanent de la juridiction militaire de Bangui puisse commencer à fonctionner.

La Mission a entretenu et remis en état 19 dépôts d'armes et de munitions, dans tout le pays, pour les forces de défense et de sécurité intérieure. Dans ce cadre, elle a notamment remis en état le dépôt temporaire de munitions et d'explosifs du camp militaire de Kassaï, à Bangui, améliorant le dispositif de protection du camp et des civils de la zone environnante. Dans le même camp, elle a rénové et meublé une salle de formation pour l'instruction à la gestion des armes et des munitions, et une salle de formation à la neutralisation des explosifs et munitions est en cours de construction.

La MINUSCA s'apprête à doter le pays de moyens forensiques en construisant le premier laboratoire d'échantillonnage et d'analyse, ce qui facilitera le recueil, le stockage et l'analyse élémentaire de preuves, y compris en matière d'explosifs.

Appui logistique apporté entre mai 2022 et avril 2023 dans le cadre d'opérations conjointes

La MINUSCA a continué d'apporter un appui logistique conformément aux priorités du mandat qui lui a été confié, notamment l'approvisionnement en carburant et en matériel, dans le cadre d'opérations coordonnées avec les forces de défense et de sécurité intérieure, sur la demande du Gouvernement. L'amélioration de la coopération a conduit à la reprise d'un dialogue de haut niveau avec les responsables des forces de défense et de sécurité intérieure qui a abouti à une série d'opérations ciblées et coordonnées devant contribuer à la protection des civils ou à l'extension de l'autorité de l'État.

De mai à juillet 2022, en raison de la crise des carburants, la MINUSCA a temporairement revu l'ordre de priorité de ses opérations et décidé de répondre aux besoins les plus critiques. Sa capacité de fournir du carburant aux forces de défense et de sécurité intérieure s'est nettement ressentie de cette situation.

Carburant fourni aux forces de défense

De mai 2022 à avril 2023, la MINUSCA a fourni un total de 2 819 litres de carburant aux forces de défense, conformément au mémorandum d'accord signé avec le Gouvernement en mai 2018.

Le plafond annuel de consommation de carburant (60 000 litres) n'a pas été atteint pendant la période considérée, principalement en raison de la crise mondiale qui a pesé sur le réapprovisionnement de la Mission, du nombre insuffisant de véhicules et du nombre limité des demandes du Gouvernement.

Tableau 3
Fourniture de carburant aux forces de défense

<i>Exercice budgétaire (période allant de juillet à juin)</i>	<i>Volume livré (en litres)</i>	<i>Volume remboursé (en litres)</i>	<i>Volume restant (en litres)</i>
2018/19	22 316	22 316	–
2019/20	32 132	32 132	–
2020/21	41 666	41 666	–
2021/22	2 865	2 240	625
2022/23	2 474	–	–
Total	101 453	98 354	–

Note : Le volume de carburant fourni pendant l'exercice 2021/22 est actualisé. Le montant correspondant aux 625 litres restants a été financé au moyen du budget de la Mission.

Carburant fourni aux forces de sécurité intérieure

De mai 2022 à avril 2023, la MINUSCA a fourni 2 877 litres de carburant aux forces de sécurité intérieure sur la demande du Gouvernement, conformément au mémorandum d'accord signé avec celui-ci en décembre 2020.

Le plafond annuel de consommation (39 600 litres) n'a pas été atteint pendant la période considérée, en raison de la crise mondiale des carburants, du nombre insuffisant de véhicules sur tous les sites, de la difficulté qu'ont eu les unités de police et de gendarmerie isolées à accéder aux points d'approvisionnement et du caractère limité des distances parcourues par les patrouilles motorisées dans les zones urbaines.

Tableau 4
Fourniture de carburant aux forces de sécurité intérieure

<i>Exercice budgétaire (période allant de juillet à juin)</i>	<i>Volume livré (en litres)</i>	<i>Volume remboursé (en litres)</i>	<i>Volume restant (en litres)</i>
2020/21	6 106	6 106	–
2021/22	12 583	11 977	606
2022/23	2 271	–	–
Total	20 960	18 083	–

Note : Le montant correspondant aux 606 litres restants a été financé au moyen du budget de la MINUSCA.

Matériel de l'ONU

Sur la demande du Gouvernement, la Mission a fourni deux tentes à l'intention des forces de défense ainsi qu'une indemnité de repas et du matériel de bureau pour deux officiers de liaison centrafricains installés dans ses locaux à Bangui (qu'elle a financés au moyen de son budget pour 2022/23), afin de favoriser la coopération, d'assurer la continuité de l'échange d'informations et d'améliorer la coordination opérationnelle.

Atténuation des risques en matière d'appui logistique

De mai 2022 à avril 2023, dans le cadre de l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits humains dans le contexte de l'appui que l'ONU fournit aux forces de sécurité non onusiennes, la MINUSCA a procédé à 185 estimations des risques (33 portant sur 168 soldats et 152 sur 2 449 policiers ou gendarmes). Comme il est ressorti de cette activité que 2 soldats et 49 policiers et gendarmes avaient vraisemblablement commis des violations des droits humains, ceux-ci ont été exclus du bénéfice de l'appui. Le 27 octobre, la MINUSCA a renforcé la coordination interne pour l'application de la politique en nommant dans son secrétariat chargé de cette application des personnes référentes venant de sa composante militaire et policière.

En parallèle, la MINUSCA a continué de dispenser aux responsables des forces de défense et de sécurité intérieure des formations sur cette politique ainsi que sur le droit international des droits humains et le droit international humanitaire. Elle a également mené des activités d'information auprès de la Commission nationale des droits de l'homme, du Comité national sur la prévention du génocide, de la Haute Autorité pour la bonne gouvernance, du Haut Conseil de la communication et des organisations de la société civile au sujet de cette politique, en vue d'améliorer la surveillance par leurs soins du comportement des bénéficiaires de l'appui apporté par l'Organisation.

En mai 2022, comme suite à son évaluation, la MINUSCA a décidé de recommencer progressivement à apporter un appui technique à l'Office centrafricain de la répression du banditisme à travers la colocalisation de la police de la Mission dans les locaux de l'Office et l'accès sans entrave de la Division des droits de l'homme de la Mission pour procéder à un suivi dans tous les centres de détention. Cet appui a été suspendu en décembre 2015 en raison de graves préoccupations en matière de droits humains. La MINUSCA a également recommencé à apporter un appui logistique, notamment du matériel de bureau et du matériel informatique, à partir du 24 février 2023.

Impact de l'appui logistique apporté

Dans le cadre de la coopération renforcée avec le Gouvernement, la Mission continue, depuis mai 2022, d'appliquer une politique de sécurité plus proactive, plus préventive et plus robuste. En juin 2022, en coordination avec les forces de défense et de sécurité intérieure, elle a lancé une opération militaire dans le triangle nord de Ouadda, Sam Ouandja et Ouandja Djallé pour faire face à la détérioration des conditions de sécurité en raison de laquelle, depuis avril 2022, ces forces avaient du mal à contrôler la zone. Grâce à cette opération et aux interventions intégrées et conjointes menées par la composante en tenue et la composante civile de la Mission, environ 80 membres des forces de défense ont pu y retourner. La MINUSCA a également appuyé le redéploiement de quatre forces de sécurité intérieure. Plusieurs services de l'administration publique, qui étaient totalement absents de la zone depuis des décennies, y ont également été rétablis, et des partenaires humanitaires et de développement ont pu y mettre en place des projets de stabilisation et de relèvement.

En janvier 2023, la MINUSCA a par ailleurs achevé la remise en état des axes Pombolo-Bangassou et Bangassou-Rafaï et construit le pont métallique de l'axe Bangassou-Bakouma, ce qui a accru sa mobilité et celle des forces de défense et de sécurité intérieure. Cet appui logistique a aidé à améliorer la situation de sécurité à Bangassou, dans la préfecture du Mbomou, qui s'était détériorée à la suite de violences intercommunautaires en mai 2017. Dans cette ville, la MINUSCA a continué d'apporter un appui logistique à 45 membres des forces de défense et à 54 membres des forces de sécurité intérieure, auxquels elle a fourni un volume limité de carburant pour les patrouilles coordonnées.

À la suite de l'attaque, le 21 janvier 2023, du poste de douane de Beloko, dans la préfecture de la Nana-Mamberé, près de la frontière avec le Cameroun, la MINUSCA a renforcé son appui aux forces de défense et de sécurité intérieure en fournissant des modules préfabriqués pour le service des douanes de Beloko. Elle a construit trois postes de surveillance ainsi qu'un fossé et un talus artificiel pour améliorer la sécurité autour du bureau de douane, ce qui a permis une reprise rapide des activités douanières à ce point d'entrée de ce qui constitue la principale route d'approvisionnement pour la République centrafricaine.

Mesures prises en vue du maintien du déploiement des forces de défense et de sécurité intérieure

L'appui logistique de la MINUSCA aux forces de défense et de sécurité intérieure vise à démultiplier les effets des mesures prises par les autorités centrafricaines pour maintenir le redéploiement de ces forces au-delà de Bangui, conformément à ma lettre en date du 15 mai 2018 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2018/463). L'efficacité et l'impact de l'appui logistique à cette fin restent largement tributaires des progrès accomplis en ce qui concerne les engagements nationaux que j'ai décrits dans cette lettre, à savoir : a) que les forces de défense et de sécurité intérieure nouvelles et réformées soient inclusives, professionnelles, ethniquement représentatives et régionalement équilibrées ; b) qu'elles respectent les principes de la responsabilité et de l'état de droit ; c) qu'elles bénéficient d'un appui régulier et fiable ; d) que les autorités locales et la population aient confiance en elles.

Les forces de défense continuent d'avoir besoin d'une formation complète depuis la suspension de la formation par la mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA) en décembre 2021. On estime que, depuis mai 2022, un millier de recrues ont rejoint les forces de défense sans avoir fait l'objet d'un contrôle préalable ou d'une vérification des antécédents en matière de respect des droits humains en bonne et due forme. Dans l'intervalle, la MINUSCA appuie le recrutement de 1 000 membres des forces de sécurité intérieure, dont 272 femmes. Elle apporte également un appui technique à la gestion des ressources humaines des forces de défense et de sécurité intérieure. Elle a organisé des ateliers pour aider ces forces à revoir, ajuster et mettre en œuvre les procédures de contrôle préalable qui existent en interne.

L'engagement renouvelé des autorités centrafricaines à faire progresser l'intégration d'ex-combattants dans les forces de défense et de sécurité intérieure, notamment compte tenu de la fin progressive des unités mixtes spéciales de sécurité, est un pas important vers l'inclusion parmi les forces de sécurité. Toutefois, on ne sait pas exactement combien sont les candidats à l'intégration, ni d'où ils viennent.

Avec l'aide de la MINUSCA, les autorités centrafricaines ont continué de s'employer à améliorer les connaissances en ce qui concerne la justice militaire et le règlement de discipline général de l'armée, notamment en formant 570 membres des forces de défense et de sécurité intérieure. Par décret gouvernemental pris en août

2022, 27 militaires ont été relevés de leurs fonctions pour diverses violations, allant de la commission d'infractions graves à des faits d'indiscipline ou d'abandon de poste; on ne dispose d'aucune information quant aux procédures administratives qui ont conduit à ces sanctions. L'Inspecteur général de l'armée et la MINUSCA ont mené conjointement des missions d'inspection en octobre et novembre 2022 à Bangassou et à Ndélé, respectivement, puis en avril 2023 à Paoua, pour évaluer les conditions de travail du personnel des forces de défense et améliorer leurs connaissances en ce qui concerne la justice militaire et le règlement de discipline. À l'issue de ses visites, l'Inspecteur général a présenté ses recommandations au Président, Faustin Archange Touadéra. Afin de renforcer le contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité, la MINUSCA a donné une formation personnalisée à la Commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Les autorités centrafricaines ont progressé dans la révision du cadre stratégique pour la réforme du secteur de la sécurité nationale. En juillet 2022, le Président a approuvé la nouvelle politique de sécurité nationale pour 2022-2027 et la stratégie de réforme du secteur de la sécurité nationale. Des travaux sont en cours pour élaborer une nouvelle politique de défense nationale et une politique nationale de gestion des frontières.

L'absence d'un plan logistique détaillé pour le soutien à la sécurité nationale et à la réalisation des objectifs stratégiques est un obstacle à la cohérence de l'appui logistique apporté aux forces de défense et de sécurité intérieure, y compris s'agissant de déceler les lacunes. Bien que le budget de la défense et de la sécurité intérieure ait augmenté, passant de 61,5 millions de dollars en 2022 à 96,8 millions de dollars en 2023, rien n'a été prévu, encore une fois, en ce qui concerne les investissements, et les crédits prévus au titre des dépenses opérationnelles sont restés insuffisants ; 80 % du budget a été consacré au personnel, aux biens et aux services.

Les autorités centrafricaines n'ont pas organisé les réunions du comité de coordination en appui aux forces de défense et de sécurité intérieure depuis 2019. Depuis mai 2022, la MINUSCA a organisé 47 réunions de coordination avec les partenaires internationaux œuvrant dans le secteur de la défense et 19 avec les partenaires internationaux du secteur des forces de sécurité intérieure. Si ces réunions ont certes favorisé l'échange d'informations, il faudrait intensifier les efforts de coordination pour combler les lacunes et lever les obstacles.

Conclusion

Je me félicite des progrès accomplis dans le sens d'une coopération renforcée entre la MINUSCA et le Gouvernement, comme l'illustre le dispositif de sécurité plus proactif, plus préventif et plus robuste mis en place par la Mission en coordination avec les forces de défense et de sécurité intérieure. J'engage le Gouvernement à continuer de coopérer avec la Mission et les partenaires internationaux afin d'être mieux à même d'assurer la sécurité de son peuple, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour assumer pleinement sa responsabilité souveraine de protéger les civils et l'intégrité territoriale du pays.

L'appui logistique ciblé que la MINUSCA a apporté aux forces de défense et de sécurité intérieure a contribué à des gains relatifs en matière de sécurité et de stabilité, de même qu'il a fait progresser d'autres composantes essentielles du processus de paix, en particulier l'extension de l'autorité de l'État. Toutefois, l'impact à long terme d'un tel appui reste subordonné à des progrès tangibles dans le sens d'un déploiement inscrit dans la durée. Pour cela, il est essentiel d'avoir, au niveau national, une vision et un plan d'ensemble pour le développement des capacités institutionnelles des forces de défense et de sécurité intérieure, ce qui aiderait et inciterait les partenaires internationaux à apporter leur appui de manière coordonnée et cohérente.

À cet égard, la MINUSCA a élaboré un cadre stratégique intégré afin de mieux orienter et cibler l'appui qu'elle doit apporter aux forces de défense et de sécurité intérieure sur les plans organisationnel, fonctionnel et opérationnel en vue de renforcer le professionnalisme de ces forces et d'étendre l'autorité de l'État. Dans ce cadre, elle apporterait son appui logistique, conformément à son mandat, d'une manière flexible et cohérente, en s'adaptant aux besoins des autorités et de la population centrafricaines et à l'évolution de la situation, le cas échéant, et compte tenu de la politique de diligence voulue en matière de droits humains et du respect de l'accord sur le statut des forces. Pour obtenir les résultats souhaités, il sera essentiel que le Gouvernement prenne des mesures pour développer et mettre en œuvre la vision et le plan définis pour le maintien du déploiement de ses forces de défense et de sécurité intérieure.

Développer les capacités des forces de défense et de sécurité intérieure est une entreprise complexe qui nécessite un engagement constant de la part du Gouvernement et un soutien cohérent, coordonné et transparent de la part de tous ses partenaires. J'exhorte les partenaires internationaux à soutenir davantage l'action des autorités centrafricaines relative au développement des capacités de leurs forces de défense et de sécurité intérieure, en plaçant les intérêts de la population au centre de leur assistance.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention du Conseil de sécurité.

António Guterres
